

Service de prévention des risques et environnement
industriels

SAINT-DENIS, le 30 janvier 2023

2 rue Juliette Dodu – CS 41009
97743 SAINT-DENIS Cedex 9

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CDAА ex AH KANE CDAА CRMM

ZAE La Mare
97438 RIVIERE DES PLUIES

Références : SPREI/UDEC/SB/0007100214/2023-0253
Code AIOT : 0007100214

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/01/2023 dans l'établissement CDAА ex AH KANE CDAА CRMM implanté ZAE La Mare 97438 STE MARIE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été déclenchée par un signalement indiquant une hauteur importante des tas de ferrailles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CDAА ex AH KANE CDAА CRMM
- ZAE La Mare 97438 STE MARIE
- Code AIOT : 0007100214
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les sociétés SARL Garage Ah-Kane, CRMM et CDAA ont été autorisées à partir de septembre 1997 à exploiter un dépôt de ferrailles, un centre de dépollution de véhicules et une station de transit de piles et accumulateurs au plomb dans la zone d'activité de La Mare à Sainte-Marie, sur les parcelles référencées 748 et 750 section AT, et 537, 930, 931, 933, 937, 1176, 1177 et 1181 section AC.

L'arrêté préfectoral n° 2015-444 /SG/DRCTCV du 19 mars 2015 porte un changement d'exploitant de l'ensemble des installations précédentes au profit de la société CDAA et une actualisation des rubriques de classement de la nomenclature des installations classées.

Enfin, l'arrêté préfectoral n°2020-150/SG/DRECV du 23 janvier 2020 porte également prescriptions complémentaires en vue d'actualiser ces mêmes rubriques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle des hauteurs des tas de ferrailles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Hauteur des tas de ferrailles	Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 9	/	Mise en demeure, respect de prescription, Mesures conservatoires	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite du 18 janvier 2023, sur le site de CDAA, l'inspection des installations classées a constaté la présence de tas de ferrailles d'une hauteur comprise entre 6 et 8 mètres. Or, l'article 9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24/09/1997 limite cette hauteur à 3 mètres.

Depuis décembre 2022, la société CDAA a réceptionné une grande quantité de déchets de métaux, l'amenant à dépasser la hauteur de tas prescrite. De plus, des difficultés en termes de mise à disposition de containers par les compagnies maritimes, ne lui ont pas permis de traiter et d'évacuer ces déchets sur un rythme équivalent à celui des entrées.

Ces manquements constituent une atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1, dans la mesure où l'importance des tas amène un risque accru de chute de matières, et potentiellement d'envol en situation cyclonique.

Par conséquent, l'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter la limite de hauteur des tas de ferrailles sous un mois, et, pour conforter la mise en conformité dans ce délai, d'imposer une mesure conservatoire visant à cesser l'apport de nouveaux déchets de métaux sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Hauteur des tas de ferrailles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/1997, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Envolts et risque cyclonique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur des stocks de véhicules, de carcasses, de ferrailles sera limitée à 3 mètres.
Constats : Suite à un signalement concernant une hauteur importante des tas de ferraille sur le site de CDAA, nous avons effectué une visite du site le 18 janvier 2023. Sur place, l'inspection des installations classées a constaté la présence de deux tas de ferrailles : <ul style="list-style-type: none">• sur la parcelle AT750, un tas d'une surface d'environ 2500m² et d'une hauteur oscillant entre 6 et 8 mètres ;• sur les parcelles AC1176 et 1181, un tas d'une surface minimale de 1000m² et d'une hauteur supérieure à 6 mètres. Nous avons été reçus par M. Noel Law Pang, gérant de l'établissement. Il nous a expliqué que les hauteurs excessives des tas de ferrailles sont dues conjointement à une importante quantité de matières entrantes depuis décembre et à une diminution du nombre de containers mis à disposition par les compagnies maritimes. Sur les matières entrantes, celles-ci proviennent en grande partie de la zone Est de l'île. M. Law Pang a fait état de nombreuses rotations journalières, le même camion pouvant se présenter jusqu'à 8 fois dans la même journée, avec des bennes chargées, ce qui dénote des relèves habituelles des déchetteries. Sur la problématique d'export, M. Law Pang annonce une diminution des containers disponibles et une augmentation des coûts de fret maritime. Par ailleurs, M. Law Pang indique qu'une grande partie des déchets devrait être expédiée d'ici la fin du mois de février, permettant un retour à une situation normale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mesures conservatoires
Proposition de délais : 1 mois